

## Allos Sports

**Handball** : Le Chambéry SH a réussi un bel exploit en Coupe d'Europe EHF : éliminer le tenant du titre : Füchse Berlin. Pour la phase suivante (en poules de 4), en février et mars 2016, les Savoyards retrouveront de sérieux concurrents : les Suédois d'Ystad, les Roumains de Bucarest et les Espagnols de Pampelune avec lesquels ils peuvent rivaliser. En championnat, après une large victoire contre Ivry, les Savoyards viennent de réaliser une performance en tenant en échec Saint-Raphaël, actuel second.

**Rugby** : Le SO Chambéry a repris la tête, après avoir débordé La Seyne. Il va terminer les matchs aller par un périlleux déplacement à Aubenas actuellement à la lutte avec les Savoyards et les Bressans. Ce trio de tête compte une bonne avance sur ses poursuivants. En fédérale 3, Montmélian semble parti pour garder le maillot jaune longtemps car il possède déjà huit points d'avance sur le second. En Honneur régional, Aix les Bains a pris place sur le podium après son succès face à Eymeux.

**Hockey sur glace** : Les clubs savoyards, après leurs récentes défaites, «patinent» désormais en bas de classement. Les Bou-

quetins de Val Vanoise se retrouvent 12<sup>e</sup> sur 14 en 1<sup>ère</sup> division et les Eléphants de Chambéry sont 7<sup>e</sup> sur 9 en division 2.

**Basket** : Aix-Maurienne remonte à la 6<sup>e</sup> place après un succès convaincant face au leader Blois.

**Football** : Il n'y a pas encore le feu au lac mais Aix les Bains est descendu à la 11<sup>e</sup> place du groupe D de CFA2 à la suite d'un revers un peu corsé face au SC Bastia.

**Au tableau d'honneur du sport savoyard. Le Dauphiné Libéré va décerner ses récompenses 2015** aux sportifs savoyards. En ce qui concerne les sports collectifs, on est quelque peu surpris de l'absence du SOChambéry rugby, auteur d'une très belle année 2015 : 3<sup>e</sup> club français de Fédérale1 (3<sup>e</sup> niveau national) , aujourd'hui encore parmi les premiers de sa catégorie. Pour les individuels, dans le sillage de JB Grange, champion du monde de slalom et de M Richardson, le handballeur qui marche dans les pas de son père, notre coup de cœur va vers Coline Varcin, espoir du biathlon (avec Justine Braisaz). Nous souhaitons, comme ses grands-parents Ginette et Gérard, que Coline rejoigne le sommet du sport savoyard. Nous pouvons l'encourager en votant pour elle !

Gérard Simon

## La fête des Allobroges 2015 a été une belle réussite

Bien sûr, il y a eu la qualité du spectacle, des chanteurs et des musiciens, bien sûr il y a eu le haut niveau politique des intervenants lors des débats, bien sûr il y a eu le moment fort du meeting, mais la fête des Allobroges 2015 n'aurait pas connu son succès si les militants et leurs amis ne s'y étaient pas autant investis.

Le résultat est à la hauteur des espérances : 1 600 • de bénéfice pour le journal (et le règlement de certaines vignettes d'entrée arrive encore !), plus de vignettes vendues que les années précédentes, des adhésions au PCF, 15 abonnements et réabonnements aux Allobroges. Les stands ont bien travaillé, et, grâce à leurs bénéfiques, les sections du PCF vont pouvoir tirer des tracts pour combattre la propagande ultralibérale. Oui, ce fut une belle fête des Allobroges, une vraie réussite. Merci à toutes celles et à tous ceux qui ont contribué à cette réussite.

## Carnet de deuil

### Ugine

Notre amie Danièle Launay nous a quittés après plusieurs années de résistance à une implacable maladie. Epouse de notre camarade Jean, elle était une compagne de route fidèle à nos idées. Présente à chacune de nos initiatives, elle a toujours témoigné de cet attachement.

Son engagement syndical pour défendre les intérêts des professeurs ne s'est jamais démenti. C'est avec un profond regret que les communistes d'Ugine et du département présentent à Jean et à ses enfants leurs bien sincères condoléances.



## Editorial

### Répondre à l'alerte sociale et démocratique des régionales

Le 1<sup>er</sup> tour des élections régionales témoigne d'une situation extrêmement grave pour notre pays et son peuple. Selon nos informations, au moment où nous écrivons, en Auvergne Rhône-Alpes, Laurent Wauquiez (*participant assidu des rassemblements hyper droitiers de « la manif pour tous »*) arrive en tête avec 32,26 % des voix. Le Front national obtient 26,35 %, et le socialiste sortant, Jean-Jack Queyranne, 23,08 %. En Savoie, la liste Wauquiez totalise plus de 29 %, le FN plus de 27, et Jean-Jack Queyranne plus de 23 (*il est en tête à Chambéry*).

La liste de rassemblement conduite par Cécile Cukierman (*intitulée de façon très restrictive « liste PCF » par la presse locale*) obtient 5,44 % des suffrages sur l'ensemble de la Région et 4,89 % en Savoie. Au niveau de la Région, la liste EELV- PG fait 6,90 % (*6,41 selon d'autres sources*).

Ces résultats ne sont pas bons. Le FN fait des percées notables en plusieurs endroits, obtenant 29,31 % à Aix-les-Bains 1, 30,45 à Albertville 1, 31,91 à Albertville 2, 31,69 dans le Bugey savoyard, 32,51 au Pont-de-Beauvoisin, 32,50 dans le canton de St Jean, 30,14 à Ugine, etc.

Nous n'allons pas contempler ce désastre les bras croisés. Car il y a urgence. Et tout d'abord, il nous faut analyser ce qui s'est passé. Avec près de 50 % d'abstention, c'est toute une politique et un monde politique qui ont été boudés par les électeurs.

Comme l'écrit Roger Martelli dans L'Humanité : « *Le social libéralisme contient trois volets, l'acceptation de la mondialisation financière (la compétitivité), la mise au travail (la précarité plutôt que le chômage) et l'ordre social (au nom de la sécurité),*

**Sommaire** : Editorial - Fusion des collectivités - Fermeture des urgences à Moûtiers - Elections régionales sous tension - Rassemblement pour la Sécu à La Léchère - Contre les atteintes aux libertés - Israël épinglé par la Commission européenne - Allos sports.



autant de points sur lesquels il nous faut de nouveau expliquer, intervenir, rassembler.

En France, des millions de personnes souffrent du chômage et de la précarité, l'angoisse du lendemain ronge leur vie, les attentats du 13 novembre ont relancé le sécuritaire, l'état d'urgence est instrumentalisé. Le FN se nourrit de cette réalité, tandis que nos propositions de changement de société paraissent inaccessibles à beaucoup. Et pourtant...

La responsabilité des gouvernements successifs qui n'ont pas cessé d'affirmer qu'il n'y avait pas d'autre voie que celle de l'austérité est immense. Mais n'ont-ils pas froidement choisi : *plutôt le Front national que le Front populaire* ? Droite et PS ont fait la promotion du FN en le désignant comme challenger incontournable à chaque élection. Le challenger s'est affirmé et il y a péril en la demeure.

Comme l'écrit Pierre Laurent : « *les listes sur lesquelles les communistes se sont engagés ont travaillé à ouvrir un autre chemin, contre l'austérité, pour la solidarité et le progrès humain partagé* ». Le score obtenu par ces listes constitue un point d'appui pour continuer ce combat. Certes, ce score est modeste, insuffisant. Mais il est le fruit d'une mobilisation militante non négligeable, tenace, courageuse. Une nouvelle bataille commence, rendue plus ardue, plus difficile, du fait de la montée du FN. Mais nous commençons tout de suite à la mener et appelons nos lecteurs à y participer.

Alain Dupenloup







## Avec ou sans l'état d'urgence, les atteintes aux libertés (en particulier syndicales) se multiplient

### Le cas de Laura Pfeiffer

Le cas de l'inspectrice du travail de Haute Savoie, Laura Pfeiffer, est exemplaire. Elle écope, devant le tribunal correctionnel d'Annecy, d'une amende de 3 500 euros pour avoir dénoncé publiquement les pratiques inacceptables de l'entreprise Tefal ! Mais voilà, il ne fallait pas le dire... Elle a donc été poursuivie et condamnée pour « détournement de courriels et accès frauduleux à un système informatique » ! La CGT, très impliquée dans la défense de Laura Pfeiffer, est scandalisée par le verdict.

Que s'était-il passé ? L'affaire remonte à janvier 2013. Sollicitée par les syndicats de Tefal, Laura Pfeiffer « relève des irrégularités dans l'accord des 35 heures signé 15 ans plus tôt ». Elle demande une renégociation et subit des pressions de sa propre hiérarchie (pour qu'elle n'en fasse pas trop, en quelque sorte...). Informé par un salarié de l'existence de documents prouvant que ces pressions étaient souhaitées par le Medef, Laura Pfeiffer s'en saisit et les transmet à des syndicats. Mais il ne faut pas remettre en cause la loi de l'omerta patronale : un juge va donc condamner l'inspectrice du travail pour avoir fait connaître la vérité autour d'elle !

### Les lourdes sanctions contre des salariés d'Air France

Le cas d'Air-France est connu. Des salariés, excédés par le mépris de leur direction et la froideur avec laquelle elle procédait à des milliers de suppressions d'emplois, ont déchiré la chemise de responsables de l'entreprise.

Les sanctions sont extrêmement lourdes, disproportionnées et sans commune mesure avec les faits reprochés : quatre employés sont licenciés pour « faute lourde », et d'autres sanctions pourraient suivre. Les syndicats sont très mobilisés contre cette inacceptable répression et ripostent dans l'unité. Plusieurs actions devraient avoir lieu pour exiger la levée des sanctions. Elles ont notre soutien. Et d'ailleurs, si l'on vivait dans un monde de justice, quelles sanctions faudrait-il appliquer à une direction qui procède à des milliers de suppressions d'emplois ?...

### Le cas des Goodyear d'Amiens

Là encore il s'agit d'un acharnement judiciaire contre des salariés qui ont défendu leurs revendications par le combat syndical. On reproche aux 9 d'Amiens d'avoir retenu un moment deux cadres de l'usine. Ces cadres n'en ont pas souffert et ont dû accepter d'écouter ce que les ouvriers avaient sur le cœur. Et cela mériterait des poursuites judiciaires ? C'est inacceptable.

### L'état d'urgence devait être réservé aux terroristes, et à eux-seuls

Seulement ça ne se passe pas comme ça, et l'état d'urgence est utilisé pour perquisitionner chez des personnes n'ayant aucun lien avec le terrorisme. Pire, il justifie des interdictions de manifester au mouvement syndical ou au mouvement social. Les communistes savoyards ont donc décidé de participer au défilé organisé le 12 décembre à Chambéry pour dénoncer l'état d'urgence.

Quant à la volonté du président de la République et du premier ministre d'inscrire une mouture « améliorée » de l'état d'urgence dans la Constitution, elle témoigne à la fois d'une grande crainte de la démocratie et de l'expression populaire, et d'une instrumentalisation du sécuritaire. Nous n'y souscrivons pas, et c'est un euphémisme de courtoisie.

## Régionales

### Inscriptions, oui, participation, non

Les Français s'étaient inscrits « en masse » sur les listes électorales avant le 1<sup>er</sup> tour des régionales. On pouvait le faire jusqu'au 30 septembre (suite à une décision des députés). 800 000 Français en ont profité (dont 200 000 pour la première fois ou se réinscrivant après une radiation).

Septembre a ainsi connu une forte augmentation des inscriptions qui a sûrement contribué à une baisse de l'abstention. Mais qu'elle reste proche de 50% des inscrits est très préoccupant. Visiblement, Manuel Valls ne mobilise pas. Pire, ses propos facilitent la progression du FN... Il faudrait un projet politique de gauche, crédible et rassembleur, pour faire baisser l'abstention d'une façon significative.

### Bernard Tapie : de nouveau dans la dèche ?...

« Je suis ruiné », a dit Bernard Tapie après sa condamnation par la Cour d'appel de Paris à rembourser les 400 millions d'euros perçus en 2008. Nous n'allons pas commenter une décision de justice. Nous ne poserons qu'une question : en 2008, Christine Lagarde et Nicolas Sarkozy étaient intervenus pour que Bernard Tapie touche son pactole. Ils n'ont rien à dire, aujourd'hui ?



### De bonnes fêtes pour tous nos lecteurs

La fin de l'année arrive avec son cortège de guirlandes et son réveillon de la St Sylvestre. Nous souhaitons donc de bonnes fêtes à tous nos lecteurs.

Le prochain numéro paraîtra à la rentrée 2016.



à Moûtiers, les déchireurs d'affiches officielles n'ont laissé que celles de 2 listes de droite et d'EELV. Bizarre ...

## Elections régionales

### Des élections sous tension

Entre la montée du Front national et les difficultés du rassemblement de la gauche alternative, les élections régionales ont été, semble-t-il, plus « dures » que les précédentes. La lacération d'affiches n'est certes pas nouvelle, mais les affiches des panneaux officiels étaient en principe respectées. Cela n'a pas été le cas (voir notre photo qui concerne pratiquement l'ensemble des panneaux du secteur de Moûtiers). Ambiance, donc, tendue.

Il est vrai que les enjeux étaient très importants. Pour les colistiers de Cécile Cukierman, il fallait à la fois dénoncer les choix politiques du gouvernement de Manuel Valls, contrer la montée du Front national et de la droite, tout en refusant de céder à certaines dérives sur la question des services publics, en particulier chez les écologistes. Pas simple.

Le résultat du premier tour des élections montre l'étendue de ce qu'il faut reconstruire. Le Front national est en tête dans 6 régions, réalisant plus de 40 % des voix en PACA, et obtient parfois des succès locaux non discutables (32,51 % dans le canton de Pont de Beauvoisin, par exemple). Et, quel que soit le cas de figure (alliance avec les Verts, liste autonome ou division interne), le Front de gauche réalise des scores modestes.

Certes, il faudra beaucoup réfléchir aux causes du séisme. Le choix évident d'une partie de la haute bourgeoisie de privilégier le FN (« Plutôt Hitler que le Front populaire ») s'est traduit par une sur-représentation médiatique des ténors de l'extrême droite. Ils ont monopolisé les micros. A l'inverse, les listes dans lesquelles se trouvaient les communistes étaient systématiquement exclues des débats. Mais il faut aller plus loin dans l'analyse.

On peut penser que l'espoir d'une issue de gauche aux problèmes de la population ne lui a pas paru crédible. C'est cette crédibilité qu'il nous faut reconstruire, et pas seulement au travers d'un large rassemblement de sigles politiques. Car les choix libéraux des gouvernements successifs ont banalisé l'idée qu'on ne pouvait pas « faire autrement », et le discours apparemment « critique » du FN en a bénéficié.

## Savoie

### Forte augmentation de la fréquentation des Restos du cœur

Pour ceux qui en douteraient encore, la hausse conséquente de la fréquentation des Restos du cœur savoyards prouve que la politique libérale du gouvernement développe une misère sans précédent depuis des décennies.

Les 330 bénévoles du 73 s'occupent de 10 centres de distribution dans le département. 1 660 familles y sont déjà inscrites, ce qui représente un total de 4 220 personnes à servir, soit une augmentation de 20% sur l'an passé. « La misère et la détresse, en augmentation, n'ont pas changé : elles concernent toujours des demandeurs d'emploi, des actifs ne travaillant pas à plein temps, des handicapés, des retraités », les personnes seules ou les familles monoparentales étant de plus en plus nombreuses. La députée socialiste Bernadette Laclais a rendu visite aux Restos du cœur, s'engageant « à puiser dans sa réserve parlementaire pour apporter une aide financière à la structure savoyarde ». C'est bien. Mais ce qui serait mieux encore, c'est qu'au Parlement elle vote contre la politique d'austérité avec les élus Front de gauche.

### Même constat au Secours populaire

L'augmentation notable de la fréquentation des Restos du cœur se retrouve au Secours populaire. Interrogée par nos soins, sa responsable Régine Barberet nous a expliqué que l'association organisait deux fois par semaine, le mardi et le jeudi, une aide alimentaire et qu'elle avait constaté, selon les jours, une augmentation de la fréquentation allant de 10 à 15 %.

Quant aux braderies organisées par le Secours populaire, elles connaissent, pour le vestimentaire, une très forte augmentation allant de 25 à 30 % ! Le constat est hélas sans appel : les difficultés de la population augmentent, et les discours de Manuel Valls n'y changent rien. Ce n'est pas d'une prolongation de l'état d'urgence dont nous avons besoin, mais de la déclaration d'un état d'urgence sociale et humaine.

C'est à cette reconstruction qu'il faut nous atteler, dans le cadre d'une déception réelle des militants de progrès, sur la base de différences de point de vue parfois très importantes (il en est ainsi du Lyon Turin). Il s'agit bien d'une bataille politique que la puissance nouvelle du Front national va sérieusement compliquer. Mais la vérité de ses choix antipopulaires ne devrait pas tarder à apparaître au grand jour. Il appartiendra en particulier aux communistes d'aider la population à en tirer les conséquences. Car le poison du racisme et de la division des salariés est à l'œuvre. Il faudra l'affronter plus que jamais.



## La Léchère

### Rassemblement pour les 70 ans de la Sécurité sociale

Un rassemblement d'environ 100 personnes a eu lieu le 5 décembre devant la stèle d'Ambroise Croizat à La Léchère, pour fêter les 70 ans de la Sécurité sociale. Après une allocution remarquée du maire, Jean-François Rochaix, Michel Etiévent fit un rappel historique documenté (et très écouté) de la genèse de la Sécu. Puis Antoine Fatiga dit quelques mots au titre du Conseil régional. Un pot de l'amitié offert par la commune de La Léchère clôtura cette sympathique initiative qu'il était bien de tenir.

En effet, comme l'écrit Michel Etiévent, il y a 70 ans, le 24 novembre 1945, dans le sillage du rapport des forces de La Libération (28 % des voix au PCF, 5 millions d'adhérents à la CGT, une classe ouvrière grandie par sa Résistance, un patronat sali par sa collaboration), les ministres communistes entraient au gouvernement et engageaient un véritable «*état d'urgence sociale*» d'où naissaient tous nos grands conquies sociaux.

Le 25 novembre, devant l'Assemblée nationale, Ambroise Croizat (le créateur de la Sécu) déclare : «*Désormais, dans toutes les phases de sa vie, nous mettrons définitivement l'homme à l'abri du besoin. Nous en finirons avec les angoisses du lendemain*».

Les ministres communistes Marcel Paul, François Billoux, Maurice Thorez et Charles Tillon ont voulu lier tout «*développement économique de qualité*» aux besoins de la nation, le

## Transports ferroviaires régionaux

### La proposition de loi du groupe CRC a été rejetée en commission

Les sénateurs du groupe Communiste, républicain et citoyen (CRC) viennent de dénoncer, dans un communiqué, «*le rejet, par la commission du développement durable, du rapport présenté par Evelyne Didier, sénatrice de Meurthe et Moselle et membre du groupe CRC, rapport sur la proposition de loi permettant de maintenir et développer sur l'ensemble du territoire national une offre de transport ferroviaire régional de qualité*».

Il s'agissait, par cette proposition de loi, d'octroyer aux Régions de nouvelles ressources pour le financement des transports régionaux, et ce, au travers de deux mesures : l'instauration d'un versement transport régional, et la baisse de la TVA sur les transports publics. Ces ressources nouvelles sont indispensables pour développer, sur l'ensemble du territoire, «*l'offre de*



Une vue du rassemblement

tout appuyé sur «*un statut social*» répondant aux besoins des hommes.

Triplement du montant des allocations familiales, attribution (pour la première fois au monde) d'une prime prénatale, de l'allocation de salaire unique, doublement du congé maternité, création de l'Afpa et des centres d'apprentissage pour les adolescents, définition d'un salaire décent dès l'entrée au travail, mise en place de conventions collectives protectrices, création des Comités d'hygiène et sécurité dans les usines, reconnaissance des maladies professionnelles, instauration de la médecine du travail, instauration d'une Sécurité sociale financée par les richesses créées dans l'entreprise et gérée par les travailleurs eux-mêmes, c'est clair, Manuel Valls, Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy peuvent aller se revêtir.

Quant au statut social du travailleur, il s'est affirmé avec la création des CE, la mise en place du statut des mineurs, des électriciens et gaziers, de la fonction publique.

Les gouvernements successifs n'ont fait que s'attaquer régulièrement à tous ces conquies, en grignotant tel ou tel aspect, en supprimant telle ou telle partie. Nous continuerons notre combat pour les recréer en les développant encore.

*mobilité aux habitants, notamment par TER*». Cette proposition de loi préconisait également de revenir sur les dispositions de la loi Macron qui libéralisent les transports par autocar, en considérant qu'elles créent une concurrence frontale entre la route et le rail. Cette concurrence conduira fatalement au remplacement de trains par des bus. Ce serait en contradiction totale avec les objectifs de report modal et de transition écologique. Au moment où se tient la COP 21, le rejet de la loi Macron aurait dû être le bienvenu.

Eh bien, tous les groupes parlementaires présents ont rejeté les mesures du rapport d'Evelyne Didier au nom de la libre concurrence et de la nécessité de ne pas alourdir les taxes sur les entreprises !

Le groupe CRC conteste ces arguments marqués au sceau du libéralisme le plus pur, et affirme que l'offre de mobilité est une nécessité dans les Régions, offre permise par un véritable service public. Cette mobilité profitera aussi aux entreprises, elles doivent donc participer à son financement. Ce n'est pas difficile à comprendre...

## Quand certains sont plus égaux que d'autres

L'impartialité et l'égalité de traitement en période électorale sont-elles incompatibles à Radio Bleu Pays de Savoie ? On peut se poser la question.

En effet, par l'intermédiaire d'une journaliste de Radio Bleu (contactée par un auditeur), on apprend que sa direction régionale a imposé, pour les Régionales, une directive arbitraire : **les débats politiques ne concerneront que les LR (Les Républicains, anciennement UMP), le PS, le FN et les listes écologistes (censées représenter le Front de gauche)**. Toutes les autres listes ont été exclues du débat (c'est ce qui s'est passé en Savoie).

Pour une élection à la proportionnelle (où toutes les listes obtenant plus de 5% des voix peuvent fusionner au 2<sup>e</sup> tour), il est tout-à-fait contestable que le service public de l'information désigne lui-même les «*élus*» au débat.

La démocratie n'y règne donc pas, Radio Bleu n'ayant même pas rendu compte de la conférence de presse tenue par la liste «*L'Humain d'abord*», rue de la République à Chambéry. Et pourtant, cette conférence et le siège de la radio étaient distants de moins de 200 m ! Allez, Radio Bleu, un petit effort pour donner la parole à tous, la démocratie y gagnera...

J.M.

## Point de vue

### La situation oblige à un nécessaire recul

Au regard des derniers événements en France, au regard de ce qui se passe dans d'autres pays (et dont la presse se fait peu l'écho), construire une paix durable, prôner la non-violence au quotidien, concourent à mettre L'Homme au cœur de toute réflexion.

En effet, le besoin d'une perspective où le multiculturalisme représente l'essence même de notre société conduit à retravailler nos valeurs et nos idéaux républicains. Redonner sens aux

## Chambéry

### Les revendications des postiers sont toujours d'actualité

Notre journal en a déjà parlé, la réorganisation des services du courrier à Chambéry se traduit d'abord par une diminution des effectifs. En effet, conduite sans aucune concertation, cette réorganisation a supprimé de nombreux emplois : 11 tournées et 2 «*positions de travail*» ont été supprimées. Pour sa part la direction ne reconnaît que deux non remplacements de départs à la retraite...

## Maurienne

### L'état d'urgence n'est-il pas utilisé contre les libertés publiques ?

Des perquisitions administratives ont été effectuées à St Jean-de-Maurienne sur la base «*d'informations*» que les proches des personnes perquisitionnées trouvent complètement infondées. La brutalité même des perquisitions a choqué. Une victime du procédé raconte : «*Il était 5 h du matin quand mon épouse a entendu que l'on frappait très fort à la porte. Elle m'a réveillé. J'ai été choqué par la brutalité avec laquelle on tapait. J'ai regardé par l'œillet. J'ai vu une quinzaine de gendarmes cagoulés et armés jusqu'aux dents. J'ai ouvert. Ils m'ont plaqué au sol en me pointant une arme sur la tête. Ma femme était en larmes. On se demandait ce qui nous arrivait. Je n'avais rien à me reprocher. Ils ont commencé la perquisition, mais, ne trouvant rien du tout, ils ont commencé à rigoler. Ils ont même joué avec le petit*». Finalement, ils offriront des pains au chocolat au couple, qui refusera «*avec ce qu'on venait de vivre*».

On le voit, il y a plus que de simples dérapages dans l'utilisation que la préfecture fait de l'état d'urgence. A Chambéry, une manifestation est prévue le 12 décembre à 15h aux Eléphants.

Pour leur part, les communistes (qui s'interrogent très fortement sur la nécessité de prolonger de nouveau l'état d'urgence et n'apprécient pas du tout son éventuelle entrée dans la Constitution) sauront exprimer leur attachement viscéral aux libertés individuelles et au droit de manifester.

bases civiques du «*vivre ensemble*» passe par l'éducation et la culture. Les associations ont une très grande responsabilité car elles constituent un des principaux socles de la démocratie et de la citoyenneté. Ce tissu associatif permet le développement d'initiatives citoyennes.

Il appartient à la puissance publique de financer le vaste dispositif de soutien et de relance de l'éducation populaire. En Maurienne, les compétences de l'Association cantonale d'animation de St Jean peuvent servir d'appui aux diverses initiatives locales.

D'après une contribution de Jean-Didier Vermelet

En réalité, avec la réorganisation, les facteurs n'arrivent plus à distribuer la totalité du courrier dans le temps imparti. Selon le syndicat SUD, «*le volume de courrier non distribué ne cesse d'augmenter de jour en jour, des centaines de lettres recommandées en souffrance s'accumulent dans le centre*». SUD et la CGT ont donc déposé un préavis de grève illimitée pour s'opposer à cette casse du service public. Pour la CGT, la réorganisation n'affecte pas que les emplois, elle va plus loin, «*les règles du code du travail sont contournées et détournées*».

Cadences de plus en plus dures, allongement de la journée de travail, fatigue accrue, service public diminué, les postiers de Chambéry ont toutes les raisons de lutter.